

6
alors sur les côtes, et d'une année entière, à ceux qui se trouveraient alors dans l'intérieur du pays, pour régler leurs affaires et pour disposer de leurs propriétés et qu'en outre un sauf-conduit leur sera accordé pour s'embarquer dans tel port qu'ils choisiront à leur propre gré.

Tous les autres sujets et citoyens qui auraient un établissement fixe et permanent dans les Etats respectifs pour l'exercice de quelque profession ou occupation particulière, jouiront de l'avantage de pouvoir rester et continuer cette profession, sans qu'on les inquiète d'aucune manière dans la pleine jouissance de leur liberté et de leurs biens, aussi longtemps qu'ils se conduisent paisiblement, et ne commettent aucune offense contre les lois du pays; leurs propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils puissent être, ne seront sujets à aucune saisie, séquestre, ni à d'autres charges ou impositions que celles exigées des indigènes.

De même ni les deniers dus par des particuliers ni les fonds publics, ni les actions de société ne pourront jamais être saisis, séquestrés ou confisqués.

ARTICLE XII.

Si il arrive que l'une des parties contractantes soit en guerre avec quelque puissance, nation ou Etat, les sujets de l'autre pourront continuer leur commerce et navigation avec ces mêmes Etats, excepté avec les villes ou ports qui seraient bloqués ou assiégés par terre ou par mer.

Vu cependant l'éloignement des pays respectifs des deux parties contractantes et l'incertitude qui en résulte sur les divers événements qui peuvent avoir lieu; il est convenu qu'un bâtiment marchand appartenant à l'une d'elles qui se trouverait destiné pour un port, supposé bloqué au moment du départ de ce bâtiment, ne sera cependant pas capturé ou condamné pour avoir essayé une première fois d'entrer dans le dit port, à moins qu'il ne puisse être prouvé que le dit bâtiment avait pu et dû apprendre en route que l'état de blocus de la place en question durait encore; mais les bâtimens qui, après avoir été renvoyés une fois, essaieraient, pendant le même voyage, d'entrer une seconde fois dans le même port bloqué, durant la continuation de ce blocus, se trouveront alors sujets à être détenus et condamnés. Bien entendu que dans aucun cas, ne sera permis le commerce des articles réputés contrebande de guerre, tels que canons,

mercantiles que se hallent à la saison en las costas, y el de un año entero á los que se encuentren entonces en lo interior del país, á fin de arreglar sus negocios y disponer de sus propiedades; y que se les dará además un salvo-conducto para embarcarse en el puerto que elijan. Todos los demás súbditos y ciudadanos que tuvieren algun establecimiento fijo y permanente en los Estados respectivos, ejerciendo allí alguna profesion ú ocupacion particular, gozarán la ventaja de poder quedarse y continuar dicha profesion, sin ser molestados de ningun modo, y en pleno goce de su libertad y bienes, mientras tanto que se conduzcan pacificamente y no cometan ningun agravio contra las leyes del país. Sus propiedades, sean de la naturaleza que fueren, no serán embargadas ni secuestradas, ni sufrirán otra carga ó contribucion, que las que sufran las de los indigenas del país.

Asimismo, ni las sumas debidas por los particulares, ni los fondos públicos, ni las acciones de las compañías podrán jamás ser embargadas, secuestradas ni confiscadas.

ARTICULO XII.

Si llega á suceder que una de las partes contratantes esté en guerra con alguna potencia, nacion ó Estado, los súbditos de la otra podrán continuar su comercio y navegacion con estos mismos Estados excepto con las ciudades y puertos que estén bloqueados ó sitiados por mar ó por tierra.

Sin embargo, en vista de la gran distancia á que se hallan los respectivos países de las dos partes contratantes, y la incertidumbre que resulta de esto, con respecto á los diferentes sucesos que pueden ocurrir, se ha convenido en que, si un buque mercante perteneciente á una de ellas, se hallase destinado á un puerto que se supone bloqueado en el momento de la salida de dicho buque, no será sin embargo apresado ó condenado, por haber procurado por primera vez entrar en dicho puerto; á menos que no pueda probarse que dicho buque pudo y debió saber, durante la navegacion, que el estado de bloqueo de la plaza de que se trata, duraba todavía; pero los buques que despues de haber sido despedidos una vez, procurasen segunda vez, durante el mismo viaje, entrar en el mismo puerto bloqueado, quedarán sujetos á ser detenidos y condenados. En la inteligencia de que en ningun caso será lícito el comer-

mortiers, fusils, pistolets, grenades, saucisses, affûts, baudriers, poudre, sapêtre, casques et autres instrumens quelconques fabriqués á l'usage de la guerre.

ARTICLE XIII.

Chacune des parties contractantes pourra nommer des Consuls, Vice-Consuls et Agens commerciaux, á fin de résider sur le territoire de l'autre pour la protection du commerce. Mais avant que quelque Consul exerce ses fonctions comme tel, il devra être approuvé et admis dans la forme usitée par le gouvernement sur le territoire du quel il devra résider, tandis que chacune de deux parties se réserve le droit d'excepter de la résidence des Consules tels points particuliers où elle ne juge pas expédient de les admettre.

Les Agens diplomatiques et Consuls du Mexique, dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Prusse, jouiront de toutes les prérogatives, exemptions et immunités qui sont ou seront accordées ultérieurement aux Agens de même rang de la nation la plus favorisée; et réciproquement, les Agens diplomatiques et Consuls du Roi, jouiront sur le territoire des Etats-Unis du Mexique, de toutes les prérogatives, exemptions et immunités dont les Agens diplomatiques et Consuls mexicains jouiront dans le Royaume de Prusse.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agens commerciaux respectifs pourront au décès de chacun de leurs nationaux, croiser de leurs scellés, soit á la réquisition des parties intéressées, soit d'office, ceux apposés par l'autorité compétente sur les effets, mobilier et papiers du défunt et des lors ces doubles scellés ne seront levés que de concert.

Ils assisteront á l'inventaire qui sera fait de la succession lors de la levée des scellés et copie leur sera délivrée par l'autorité compétente, tant de cet inventaire que des dispositions de dernière volonté qu'aurait laissées le défunt. Si les Consuls, Vice-Consuls et Agens commerciaux sont munis des pleins pouvoirs en forme légale par les héritiers dûment légitimés, le délaissé leur devra être remis de suite, excepté le cas d'opposition subsistante de quelque créancier national ou étranger.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agens commerciaux auront le droit comme tels de ser-

cio de los artículos reputados contrabando de guerra, como cañones, morteros, fusiles, pistolas granadas, sanchichones, curenas, correages, pólvora, salitre, morreones, y demás instrumentos cualesquiera que sean, fabricados para el uso de la guerra.

ARTICULO XIII.

Cada una de las partes contratantes podrá nombrar Consules, Vice-Consules y Agentes comerciales á fin de residir sobre el territorio de la otra, para la proteccion del comercio. Mas antes que un Consul pueda ejercer las funciones de tal, deberá ser aprobado y admitido en la forma acostumbrada, por el Gobierno en cuyo territorio haya de residir; mientras que cada una de las partes contratantes se reserva el derecho de exceptuar de la residencia de los Consules, los puntos particulares en los cuales no juzgue conveniente admitirlos.

Los Agentes diplomáticos y Consules de México en los Estados de S. M. el Rey de Prusia, gozarán de todas las prerogativas, esenciones é inmunidades que se conceden ó se concederán ulteriormente á los Agentes de igual grado de la nacion mas favorecida; y reciprocamente los Agentes diplomáticos y Consules del Rey gozarán en el territorio de los Estados-Unidos Mexicanos, de todas las prerogativas, esenciones é inmunidades de que gocen los Agentes diplomáticos y Consules mexicanos en el Reyno de Prusia.

Los Consules, Vice-Consules y Agentes comerciales respectivos, podrán al fallecimiento de cualquiera individuo de su nacion cruzar con sus sellos, sea á la demanda de las partes interesadas, sea de oficio, los sellos que hayan sido puestos por la autoridad competente sobre los efectos mobiliarios y papeles del difunto; y en este caso ya no se podrán levantar entre ambos sellos sino de comun acuerdo. Cuando se levanten, asistirán aquellos al inventario que se haga á la sucesion; y se les entregará por la autoridad competente copia tanto del inventario como del testamento que hubiere dejado el difunto. Reclamarán despues de haber manifestado sus plenos poderes legales si los tiene, de las partes interesadas necesarias á este efecto, y se les entregará la sucesion inmediatamente, y la cual no se les podrá negar, sino en el caso de oposicion existente de parte de algun acreedor nacional ó extranjero.

Los Consules, Vice-Consules y Agentes comerciales, tendrán derecho como tales de

8
vir de juges et d'arbitres dans les différends qui pourraient s'élever entre les capitaines et les équipages des bâtimens de la nation dont ils soignent les intérêts, sans que les autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite des équipages ou du capitaine ne troublât l'ordre ou la tranquillité du pays, ou que les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agens commerciaux ne requissent leur intervention pour faire exécuter ou maintenir leurs décisions. Bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait pourtant priver les parties contendantes du droit qu'elles ont, à leur retour, de recourir aux autorités judiciaires de leur pays.

Les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agens commerciaux, seront autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires de guerre et marchands de leur pays; et ils s'adresseront, à cet effet, aux tribunaux, juges et officiers compétens et réclameront, par écrit, les déserteurs susmentionnés, en prouvant par la communication des registres des navires ou rôles de l'équipage ou par d'autres documens officiels, que de tels individus ont fait partie des dits équipages; et cette réclamation ainsi prouvée, l'extradition ne sera point refusée.

De tels déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition des dits Consuls, Vice-Consuls ou Agens commerciaux et pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux que les réclament, pour être envoyés aux navires aux quels ils appartiennent, ou à d'autres de la même nation; mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de trois mois, à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne seront plus arrêtés pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

ARTICLE XIV.

Si l'une des parties contractantes accorde par la suite à d'autres nations quelque faveur particulière en fait de commerce ou de navigation, cette faveur deviendra aussitôt commune à l'autre partie, qui en jouira

servir de jueces y de árbitros en las contestaciones que pudieran suscitarse entre los capitanes y tripulaciones de los buques de la nacion cuyos intereses están á su cargo, sin que las autoridades locales puedan intervenir en ello; á menos que la conducta del capitán, ó la tripulación no turbase el orden ó la tranquilidad del país; ó á menos que los dichos Consules, Vice-Consules ó Agentes comerciales no reclamen su intervencion para hacer ejecutar ó sostener sus decisiones: en la inteligencia, de que esta especie de juicio ó arbitraci6n no podrá sin embargo privar á las partes en litigio, del derecho que tienen, á su vuelta, de recurrir á las autoridades judiciales de su país.

Los dichos Consules, Vice-Consules y Agentes comerciales estarán autorizados para requerir la asistencia de las autoridades locales á fin de buscar, arrestar, detener y encarcelar á los desertores de los buques de guerra y mercantes de su país; y se dirigirán para esto, á los tribunales, jueces y oficiales competentes, y reclamarán por escrito los desertores mencionados, probando por medio de la comunicaci6n de los registros de los buques ó roles de la tripulaci6n, ó por otros documentos de oficio, que semejantes individuos hacian parte de dichas tripulaciones; y esta reclamaci6n una vez asi probada, no se negará la extraditaci6n de los desertores.

Estos, cuando sean arrestados, serán puestos á la disposici6n de dichos Consules, Vice-Consules ó Agentes comerciales, y podrán ser detenidos en las cárceles públicas á la demanda y á las expensas de los que los reclamen, para ser remitidos á los buques á que pertenecian, ó á otros de la misma nacion; pero si no son remitidos en el término de tres meses, á contar desde el día de su arresto, serán puestos en libertad, y no se les volverá á arrestar por la misma causa.

Sin embargo, si el desertor hubiese cometido algun crimen ó delito en el país en el que se le arreste, podrá sobreseerse en su extraditaci6n, hasta que el tribunal que entiende en el negocio, haya dado la sentencia, y esta se haya ejecutado.

ARTICULO XIV.

Si una de las partes contratantes concede en lo sucesivo á otras naciones alguna gracia particular en materia de comercio ó navegaci6n, esta gracia se hará al punto comun á la otra parte, que gozará de

9
gratuitement si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation si la concession est conditionnelle.

ARTICLE XV.

Le présent traité sera en vigueur pendant douze années, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'annonce à l'autre, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, le dit traité restera obligatoire pendant un an au delà de ce terme, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une telle déclaration, à quelque époque qu'elle ait lieu.

ARTICLE XVI.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le terme de douze mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plenipotentiaires nommés ci-dessus l'ont signé et y ont apposé les cachets de leurs armes, à Londres, le dix-huit Février mil-huit cent trente un.

(L. S.) Manuel Eduardo de Gorostiza.

(L. S.) Henri, Baron de Bülow.

ARTICLES ADDITIONNELS.

ARTICLE I.

Les parties contractantes sont convenues, que l'application

a. du troisième paragraphe de l'article 2 conçu en ces termes:

„Dans le droit d'entrer dans tous les lieux, ports et rivières mentionné au présent article, est compris celui de pouvoir faire le commerce d'échelle, mais non le privilège de faire celui de cabotage, qui est réservé aux navires nationaux.”

b. du troisième paragraphe de l'article 13 portant:

„Les Consuls, Vice-Consuls et Agens commerciaux auront le droit, comme tels, de servir de juges et d'arbitrer dans les différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les équipages des bâtimens de la nation

ella gratuitamente si la concesion es gratuita, ó concediendo la misma compensacion si la concesion es condicional.

ARTICULO XV.

El presente tratado subsistirá en vigor durante doce años, que se contarán desde el día en que se verifique el cambio de las ratificaciones, y si doce meses antes de espirar aquel término, una de las dos partes contratantes no anuncia á la otra por una declaracion oficial su intencion de hacer cesar el efecto de dicho tratado, este permanecerá obligatorio durante un año mas que aquel término; y así en adelante hasta espirar los doce meses que han de seguirse á semejante declaracion, en cualquier época en que se verifique.

ARTICULO XVI.

El presente tratado será ratificado y las ratificaciones serán cambiadas en Londres en el término de doce meses ó antes si es posible.

En fé de lo cual, los Plenipotentiaros arriba nombrados, le firmaron y pusieron los sellos de sus armas, en Londres el día diez y ocho de Febrero, año de mil ochocientos treinta y uno.

(L. S.) Manuel Eduardo de Gorostiza.

(L. S.) Henri, Baron de Bülow.

ARTICULOS ADICIONALES.

ARTICULO I.

Las partes contratantes han convenido en que la aplicacion

a. del párrafo tercero del artículo segundo concebido en estos términos:

„En el derecho de entrar en todos los lugares, puertos y rios mencionado en el presente artículo, está comprendido el de poder hacer el comercio de escala, pero no el privilegio de hacer el de cabotage que está reservado á los buques nacionales.”

b. del párrafo tercero del artículo trece que dice:

„Los Consules, Vice-Consules y Agentes comerciales tendrán derecho, como tales, de servir de jueces y árbitros en las contestaciones que pudieren suscitarse entre los Capitanes y tripulaciones de los buques de

dont ils soignent les intérêts, sans que les autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite des équipages ou du Capitaine ne troublât l'ordre ou la tranquillité du pays, ou les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agens commerciaux ne réquisissent leur intervention pour faire exécuter ou maintenir leur décision. Bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait pourtant priver les parties contendantes du droit qu'elles ont à leur retour de recourir aux autorités judiciaires de leur pays."

Sera suspendue l'aussi long tems qui il existerait dans les lois de l'un ou de l'autre pays, des dispositions contraires à ces stipulations, bien entendu qu'en ce cas aucune exception n'y aurait été faite en faveur d'aucune autre nation.

ARTICLE II.

Quant à la liberté de transporter et d'exporter des métaux, stipulée par l'article 7, les parties contractantes se réservent la faculté de la restreindre ou de la suspendre entièrement à telle époque et de telle manière qu'il pourrait leur convenir, toujours sous la condition de ne pouvoir faire en ce cas aucune exception en faveur d'aucune autre nation.

ARTICLE III.

Le terme stipulé dans l'article seize pour l'échange des ratifications, est prolongé de douze mois.

Ces articles additionnels auront la même force et valeur que s'ils avaient été insérés mots pour mots dans le traité signé à Londres le dix-huit Février mil-huit-cent-trente et un, et ils seront compris dans les ratifications du dit traité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires signataires de ce traité les ont signés, et y ont apposé les cachets de leurs armes à Londres le seize Mai mil huit-cent-trente deux.

(L. S.) Manuel Eduardo de Gorostiza.

(L. S.) Bülow.

Visto y examinado dicho tratado y sus artículos adicionales, y dada cuenta al Congreso general conforme á lo dispuesto en el párrafo 14 del art. 110 de la constitucion federal de estos Estados, tuvo á bien aprobarlo en todas sus partes; y en consecuencia,

la nacion cuyos intereses están á su cargo, sin que las autoridades puedan intervenir en ello; á menos que la conducta del Capitan ó la tripulacion, no turbase el orden ó la tranquilidad del pais, ó á menos que los dichos Consules, Vice-Consules y Agentes comerciales no reclamen su intervencion para hacer ejecutar ó sostener sus decisiones: en la inteligencia de que esta especie de juicio ó arbitracion, no podrá sin embargo privar á las partes en litigio, del derecho que tienen de recurrir á las autoridades judiciales de su pais cuando vuelvan á él."

Quedará suspendida todo el tiempo que hubiere en las leyes de uno ú otro pais disposiciones contrarias á estas extipulaciones, bien entendido que en este caso no se hará exepcion alguna en favor de cualquiera otra nacion.

ARTÍCULO II.

En cuanto á la libertad de transportar y exportar metales, extipulada por el artículo sétimo, las partes contratantes se reservan la facultad de limitarla ó de suspenderla enteramente en la época y de la manera que pudiese convenirles, siempre bajo la condicion de no poder, en este caso, hacer exepcion alguna en favor de cualquiera otra nacion.

ARTÍCULO III.

El término extipulado en el artículo diez y seis para el cange de las ratificaciones, se prolongará doce meses mas.

Estos artículos adicionales tendrán la misma fuerza y valor que si hubieran sido insertados palabra por palabra en el tratado firmado en Lóndres el diez ocho de Febrero de mil ochocientos treinta y uno, y serán comprendidos en las ratificaciones de dicho tratado.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios que firman este tratado, los han firmado y sellado con el sello de sus armas, en Londres á diez y seis de Mayo de mil ochocientos treinta y dos.

(L. S.) M. E. de Gorostiza.

(L. S.) Bülow.

en uso de la facultad que me concede la constitucion, acepto, ratifico y confirmo el indicado tratado y sus artículos adicionales, y prometo en nombre de estos Estados- Unidos cumplirlo y observarlo, y hacer que se cumpla y observe. Dado en el Palacio federal de México, firmado de mi mano, autorizado con el gran sello nacional y refrendado por el Secretario de Estado y del Despacho de relaciones interiores y exteriores, á primero de Mayo de mil ochocientos treinta y cuatro, décimo cuarto de la Independencia.—Antonio Lopez de Santa Anna.—Francisco Maria Lombardo."

Por tanto, y habiendo sido igualmente aprobado, confirmado y ratificado el enunciado tratado y sus artículos adicionales por S. M. el Rey de Prusia en la Ciudad de Berlin el veintitres de Agosto del año pasado de mil ochocientos treinta y cuatro, mando se imprima publique, circule y se le dé el debido cumplimiento. Dado en el Palacio nacional de México á 16 de Abril de 1836.—José Justo Corro.—A D. José Maria Ortiz Monasterio."

Y lo traslado á V. para su inteligencia y fines correspondientes.
Dios y libertad. México 16 de Abril de 1836.

**José Maria Ortiz
Monasterio.**

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y GOBERNACION.

El Exmo. Sr. Presidente Provisional de la República, se ha servido expedir el Decreto que sigue.

Antonio Lopez de Santa Anna, General de Division, Benemérito de la Patria y Presidente provisional de la República Mexicana, á todos los que las presentes vieren, sabed:

Que habiéndose concluido y firmado en Londres el dia siete de Abril del año de mil ochocientos treinta y dos, un Tratado de amistad, navegacion y comercio entre esta República y las Ciudades libres y Anseáticas de Lubeck, Bremen y Hamburgo, por medio de Plenipotenciarios de los Gobiernos de las partes contratantes, autorizados debida y respectivamente al efecto; cuyo Tratado es del tenor siguiente.

En el nombre de la Santísima Trinidad.

El Vice-Presidente de los Estados Unidos Mexicanos por una parte; y el Senado de la Ciudad libre y Anseática de Lubeck, el Senado de la Ciudad libre y Anseática de Bremen, y el Senado de la Ciudad libre y Anseática de Hamburgo, (cada uno de estos Estados por sí separadamente,) por la otra; animados igualmente del deseo de facilitar y promover por cuantos medios sean posibles el comercio y la navegacion de los respectivos paises y sus Ciudadanos, y convencidos de que nada podrá contribuir al logro de tan importante objeto, como el establecimiento y arreglo de sus relaciones sobre la base de justicia y reciprocidad, han convenido concluir un Tratado de amistad, navegacion y comercio; al efecto han nombrado sus Plenipotenciarios, á saber: El Vice-Presidente de los Estados Unidos Mexicanos al Exmo. Sr. D. Manuel Eduardo de Gorostiza, su Ministro Plenipotenciario cerca de su Magestad Británica; y el Senado de la Ciudad libre y Anseática de Lubeck, el Senado de la Ciudad libre y Anseática de Bremen, y el Senado de la Ciudad libre y Anseática de Hamburgo, al Sr. Santiago Colquhoun, su Agente y Cónsul general cerca del Ilustre Gobierno de su Magestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, quienes despues de haberse comunicado mutuamente sus plenos poderes, y hallandolos en buena y debida forma, han acordado y concluido los artículos siguientes.

Au nom de la très Sainte Trinité.

Le Vice Président des Etats Unis du Mexique d' une part; et le Sénat de la Ville libre et Anseatique de Lubeck, le Sénat de la Ville libre et Anseatique de Bremen, et le Sénat de la Ville libre et Anseatique de Hambourg (chacun de ces Etats pour soi séparément,) de l' autre part; également animés du désir de procurer toutes les facilités et tous les encouragemens possibles au Commerce et Navigation des Pays respectifs et de leurs Citoyens, et persuadés que rien ne saurait contribuer d' avantage à l' accomplissement de cet objet désirable que l' établissement et l' ordre de leurs relations sur la base de justice et de réciprocité, sont convenus de conclure un Traité d' amitié, de navigation et de commerce, à cet effet ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir: Le Vice Président des Etats Unis du Mexique Son Excellence Manuel Eduard de Gorostiza, Son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique; et le Sénat de la Ville libre et Anseatique de Lubeck, le Sénat de la Ville libre et Anseatique de Bremen, et le Sénat de la Ville libre et Anseatique de Hambourg, le Sieur Jacques Colquhoun, leur Agent et Consul Général près l' illustre Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l' Irlande, les quels après s' être communiqué réciproquement leurs plens pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivants.

(1832) 1842.

M.